

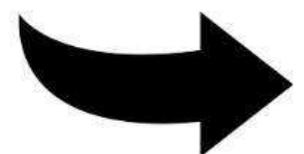
# Arrêt de l'ingérence turque en Syrie !

Nous avons constitué une **délégation d'élu.es.s et représentant.e.s des partis du NFP qui s'est rendue au Nord Est de la Syrie à l'occasion des 10 ans de la libération de la ville de Kobane**. Nous avons été reçus par de nombreux dirigeants dont le Général Mazloum Abdi, commandant en chef des **FDS (Forces Démocratiques Syriennes)**, Ilham Ehmed, cheffe des affaires étrangères de l'**AANES**, **les co-présidents de l'AANES**, Rohlat Afrin la commandante des **YPJ (unité de protection des femmes)**, ainsi que des responsables des **YPG (unité de protection du peuple)**, **les co-maires de Kobane**, des représentantes de l'**association des femmes Zenobiya**, ainsi que différentes ONG.

En 2015, toute la communauté internationale saluait **le courage des forces YPG, YPJ et ses alliés qui ont combattu victorieusement Daesh, pour la liberté et les droits des femmes dans la région comme dans le monde entier**. Aujourd'hui nous voulons **briser le silence assourdissant de cette même communauté internationale**, alors que des milices islamistes payées par la Turquie attaquent le barrage de Tichrine et le pont de Quere Qozaq, en commettant les mêmes exactions et crimes que Daesh hier, au service d'une idéologie obscurantiste analogue. Ce ne sont pas seulement les FDS (Forces démocratiques syriennes), les YPG et YPJ qui défendent cette position militairement stratégique et essentielle pour l'accès à l'électricité et l'eau dans toute la région, **mais les populations elle-mêmes au prix de leur vie**.

**Nous interpellons le Président de la République, Emmanuel Macron, le gouvernement, le Parlement français et l'Union européenne** afin qu'ils interviennent urgemment auprès de la Turquie d'Erdogan comme auprès d'Israël qui attaque dans le Golan, pour que cessent ces offensives contraires au droit international remettant en cause les frontières souveraines de la Syrie. **L'OTAN ou la coalition internationale doivent installer une no fly-zone dans le nord et nord est de la Syrie pour protéger les populations, exiger un cessez-le-feu et un embargo sur les armes**.

Dans le même temps, **le nouveau gouvernement syrien demande aux groupes armés de Syrie, y compris aux YPG, YPJ et FDS, de rendre les armes pour intégrer une seule armée dans une Syrie unifiée alors même qu'ils font face aux attaques**. Nous apprenons que les services secrets turcs sont invités et très présents dans les discussions du nouveau gouvernement de Syrie. Les déclarations du nouveau gouvernement syrien qui considère que les femmes n'ont pas à faire partie de l'armée mais doivent rester à la maison **font craindre à de terribles reculs pour les droits des femmes conquis par l'AANES au Rojava**.



**Nous interpellons le Président de la République, Emmanuel Macron, le gouvernement, le Parlement français et l'Union européenne** afin qu'ils soutiennent, sans ingérence, les revendications de l'AANES pour une Syrie unifiée indépendante de la Turquie, décentralisée qui respecte une autonomie pour chaque région et notamment leur région du nord est de la Syrie. **Son contrat social, basé sur le vivre ensemble et la participation démocratique de toutes les communautés (kurdes, arabes, syriaques), l'égalité entre hommes et femmes et leur implication dans toutes les sphères de la société et de l'armée est une chance pour toute la Syrie pour un processus constituant à construire.**

Après avoir visité le camp d'Al Hol incluant le camp des prisonniers étrangers de Daesh et d'autres camps de réfugiés, nous réaffirmons **l'urgence d'un processus de paix dans la région qui passe par une solution politique négociée avec l'Aanes** pour que cessent les déplacements subis de populations. **Un tribunal pénal international doit être instauré pour juger tous les djihadistes de Daesh et aussi ceux de toutes les milices financées par l'Etat turc.** À défaut, le rapatriement des ressortissants français doit être organisé. **Par ailleurs les enfants français doivent être rapatriés et pris en charge par la France, conformément aux conventions internationales dont elle est signataire.**

**Il serait irresponsable de laisser le camp d'Al Hol,** véritable bombe à retardement, et ses 39 000 réfugiés dont 24000 enfants en provenance des anciennes zones dirigées et radicalisées par Daesh **sous la responsabilité de la Turquie ou du nouveau gouvernement de Syrie.**

**Il faut autoriser les populations déplacées** d'Afrin, de Tal Abyad et de Serekeniye en 2018, octobre 2019 et décembre 2024 par l'occupation turque à **recupérer leurs maisons dans une nouvelle Syrie.**

**Notre délégation réaffirme que les prisonniers politiques et en premier lieu Abdulah Öcalan doivent être libérés et le PKK doit être sorti de la liste des organisations terroristes de l'UE.**

*Les député.es Danielle Simonnet (groupe écologiste et social, co-fondatrice de l'APRES), Thomas Portes (groupe La France Insoumise et co président du groupe d'études kurdes de l'Assemblée nationale).*

*Les conseiller.es de Paris Geneviève Garrigos (Parti Socialiste) Jérôme Gleizes (Écologistes).*

*La conseillère départementale Lamy Kirouani (Parti communiste) et Dylan Boutiflat (secrétaire national du PS aux relations internationales).*